



AXE 1

Restaurer l'autorité : tolérance zéro face à l'insécurité - arrêt de l'immigration incontrôlée

Face à la déliquescence de l'autorité de l'État et à la montée des violences, il faut une politique de grande fermeté : les sanctions doivent être appliquées, les courtes peines de prison doivent être un outil de lutte contre la récidive et l'ordre rétabli dans nos rues comme à nos frontières (lutte contre le trafic de drogue, le trafic d'armes et l'immigration illégale).

Sanctionner réellement les délinquants : la certitude de la peine

- Instaurer des peines planchers et des **courtes peines de prison**, et engager un plan d'urgence de construction de nouvelles places de prison différenciées
- suspendre les aides sociales pour les délinquants et les parents de délinquants mineurs
- Remettre à plat la justice des mineurs
- Soutenir nos forces de sécurité avec **une présomption de légitime défense** et de nouvelles prérogatives pour les polices municipales
- Lutter de façon implacable contre **le narcotrafic**

- Être particulièrement vigilants à trouver une issue dans la République et à soutenir nos compatriotes en **Nouvelle-Calédonie** et dans tous les territoires d'outre-mer

Arrêter l'immigration incontrôlée

- Reprendre le contrôle de l'immigration, notamment en conditionnant l'accès aux aides sociales à une durée de présence minimale, en remplaçant l'AME par une aide médicale d'urgence, en recréant le délit de séjour irrégulier : il faut reprendre les dispositions de la loi immigration déjà votées par le Parlement et censurées au titre de l'article 45 de la Constitution

Faire respecter nos valeurs et notre voix dans le monde

- Faire respecter les valeurs de la France et de la République, et au premier chef **la laïcité**, face au communautarisme
- Faire respecter la France en Europe et dans le monde, en préservant notamment **la loi de programmation militaire**



AXE 2

Favoriser la production industrielle et agricole dans nos régions plutôt que les importations polluantes

La majorité de notre empreinte carbone provient des importations. Réunir les conditions pour produire davantage en France est à la fois favorable à nos emplois et à l'environnement. Retrouver notre indépendance énergétique et alimentaire est un impératif stratégique.

Plus de liberté à l'intérieur, plus de protection à l'extérieur

- Poursuivre la **baisse des impôts de production** et taxer les importations polluantes
- Respecter un **moratoire sur les normes**, refuser les surtranspositions et appliquer la réciprocité et les clauses miroirs dans les accords commerciaux
- **Mettre en place un vrai projet écologique**, l'écologie par les projets plutôt que l'écologie par les normes, une écologie fondée sur des réalités économiques et scientifiques
- Mettre en œuvre la préférence locale dans la commande publique et la restauration collective
- Favoriser la transmission des PME et ETI familiales en alignant progressivement le cadre fiscal sur nos voisins européens

Retrouver notre indépendance énergétique et alimentaire pour répondre au défi climatique

- Garantir notre **indépendance énergétique** en investissant dans l'excellence nucléaire française, seule énergie à la fois abondante, décarbonée et bon marché : la transition énergétique impose des choix techniques et économiques rationnels
- Rétablir notre **souveraineté alimentaire** et agricole en soutenant notre agriculture



AXE 3

Renforcer les services publics de proximité, lutter contre la bureaucratie et promouvoir les libertés locales

Une des réponses à la crise de la démocratie est de retrouver l'efficacité de l'action publique. L'État doit privilégier les services publics de proximité à la bureaucratie et faire confiance aux communes et aux collectivités en leur rendant les moyens d'agir. Nous devons œuvrer pour restaurer la cohésion nationale entre métropoles et ruralité.

Priorité aux services publics essentiels : la santé et l'école

- Réformer en profondeur l'hôpital, **lutter contre les déserts médicaux et faire confiance à la médecine de ville** : l'état de délabrement de la santé en France impose désormais des mesures fortes
- **Débureaucratiser l'hôpital et la santé** en général, rénover les hôpitaux de proximité, développer les maisons de santé et une offre de soins palliatifs dans tous les départements
- À l'école, la priorité doit être donnée à la **transmission des savoirs fondamentaux**, à la **promotion du mérite**, à une plus grande **autonomie des établissements** et au respect de la **laïcité** tout au long du parcours scolaire

Décentraliser, déconcentrer et débureaucratiser, et lutter contre les fractures territoriales

- Faire confiance aux collectivités locales, promouvoir et renforcer **les libertés locales et communales** pour rompre avec la verticalité française
- **Réformer la loi SRU comme celle du ZAN** avec pour ligne directrice la liberté pour les maires et la prise en compte de la spécificité de chaque territoire
- Simplifier ou supprimer les normes inutiles pour redonner des marges de manœuvre aux maires
- Supprimer les agences paraétatiques inutiles et rétablir **le préfet** comme unique chef de l'administration déconcentrée et interlocuteur des collectivités territoriales